



**HAL**  
open science

# Un impensé historique. Les processus de renseignement français et prussien pendant la guerre de 1870

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. Un impensé historique. Les processus de renseignement français et prussien pendant la guerre de 1870. *Histoire, économie et société*, 2022, 41 (3), pp.90-107. 10.3917/hes.223.0090 . hal-04090631

**HAL Id: hal-04090631**

**<https://hal.science/hal-04090631v1>**

Submitted on 16 May 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## UN IMPENSÉ HISTORIQUE. LES PROCESSUS DE RENSEIGNEMENT FRANÇAIS ET PRUSSIEN PENDANT LA GUERRE DE 1870

[Gérald Arboit](#)

Armand Colin | « Histoire, économie & société »

2022/3 41e année | pages 90 à 107

ISSN 0752-5702

ISBN 9782200934231

DOI 10.3917/hes.223.0090

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2022-3-page-90.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Un impensé historique. Les processus de renseignement français et prussien pendant la guerre de 1870

Gérald Arboit

## Résumé

Le renseignement dans la guerre de 1870 n'a pas jusqu'à présent vraiment mobilisé les historiens. Dans cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le renseignement en était encore à un stade préliminaire dans les deux pays, le premier capteur étant le système diplomatique. Entre 1830 et 1867, chacun développa l'emploi d'attaché militaire, dont une des missions fut le renseignement. Il recruta des agents, dont seuls ceux de l'Allemand à Paris passèrent à la postérité. En préparation de la guerre à venir, la Prusse se montra également plus déterminée à organiser des opérations clandestines (Italie et Afrique du nord), tandis que la connaissance de l'ordre de bataille français fut privilégiée. De son côté, la France privilégia la reconnaissance en profondeur de l'espace allemand, mais eut la surprise stratégique de devoir combattre sur son territoire.

## Abstract

*Intelligence in the 1870's War has so far not really interested historians. In this second half of the 19th century, intelligence was still at a preliminary stage in both countries, the first sensor being the diplomatic system. Between 1830 and 1867, each country developed the employment of military attaché, one of whose missions was intelligence. He recruited agents, of whom only those of the German attaché in Paris passed into posterity. In preparation for the war to come, Prussia also was more determined to organize clandestine operations (Italy and North Africa), while knowledge of the French order of battle was privileged. In the other sense, France favored in-depth reconnaissance of German space, but had the strategic surprise of having to fight on its territory.*

Le renseignement dans la guerre de 1870 n'a pas jusqu'à présent vraiment mobilisé les historiens<sup>1</sup>, autrement que pour mettre en question l'attaché militaire français à Berlin,

---

1. Gérald Sawicki, *Les services de renseignements à la frontière franco-allemande (1871-1914)*, thèse de doctorat, Université Nancy 2, 2006, p. 16-20 ; Gérald Arboit, *Des Services secrets pour la France. Du Dépôt de la guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 58-64.

Eugène Stoffel<sup>2</sup> ou interroger l'historicité du maître-espion Wilhelm Johann Steiber<sup>3</sup>. De part et d'autre du Rhin, les *Intelligence Studies* ne se sont pas, jusqu'à présent, penchées sur cette matrice des conflits européens par faute de compréhension de l'organisation des systèmes de renseignement français et prussien et de leur mise en œuvre au début de cette première guerre civile européenne<sup>4</sup>.

Pourtant, il est possible de fixer cette part jouée par le renseignement. Des archives existent et sont disponibles, même si nombre d'entre elles ont disparu ou ne sont pas encore redécouvertes. Ainsi peut apparaître l'image d'une guerre secrète jusque-là ignorée. Les fadaïses concernant l'« espionnage prussien », qui alimentèrent une espionnite délétère pendant toute la III<sup>e</sup> République en France, s'étiolent au profit d'une compréhension nouvelle des processus de renseignement français et prussien. Pour cela, il convient également de s'émanciper de la stricte périodisation des seuls événements militaires (19 juillet 1870-10 mai 1871) pour bien la replacer dans la cadre des *Deutschen Einigungskriegen* (guerres d'unification allemande), commencées le 14 janvier 1864, avec l'invasion du Schleswig-Holstein. Il importe aussi de faire apparaître le lien intrinsèque que le renseignement entretient avec la décision politique et militaire. Enfin, il ne faut pas oublier le caractère volatile, et non inéluctable, de cette guerre qui ne se déroula pas, comme toujours, ainsi que les planificateurs la pensèrent. Il en va de même de l'importance des « trois cents derniers mètres », c'est-à-dire l'apport de la micro-histoire pour saisir l'apport particulier du renseignement, tant dans la bataille que dans la réflexion des décideurs.

La guerre de 1870-1871 apparaît ainsi comme un affrontement de deux systèmes différents, plutôt qu'antagonistes. Chacun imagina des opérations spéciales d'une modernité étonnante. Et chacun dut sans cesse repenser son action en fonction de l'enchaînement des événements.

### Deux systèmes d'apparence similaires

Dans cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le renseignement en était encore à un stade préliminaire dans les deux pays. Tant en France qu'en Prusse, le premier capteur fut le système diplomatique. De part et d'autre, l'ambassadeur était réputé être le « premier espion » du régime. Fenêtre ouverte de son souverain dans les pays où il était accrédité, le diplomate s'effaça derrière des professionnels de l'information spécialisée, notamment les militaires. La légation de Prusse se dota ainsi d'un attaché militaire à partir de la révolution parisienne de juillet 1830. La France n'entretenant pas d'attaché militaire à Berlin, il fut difficile pour l'ambassadeur prussien à Paris de justifier cette anomalie. En février 1852, la situation changea lorsque l'Empire entendit également se doter de moyens d'information spécialisée sur « la situation des armées, le mouvement des troupes et les mesures stratégiques qui viendraient à être prises dans cette partie de l'Allemagne »<sup>5</sup>. Dès lors, les deux pays accréditèrent réciproquement trois et quatre attachés militaires en dix ans.

2. Sébastien Laurent, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009, p. 188-197 et 219-223.

3. Hans-Joachim Schoeps, « Bismarcks Geheimdienstchef », *Zeitschrift für Religions- und Geistesgeschichte*, n° 30/4, 1978, p. 357-364 ; Stefan Weiss, « Wilhelm Stieber und Bismarck », dans Wolfgang Krieger (dir.), *Geheimdienste in der Weltgeschichte : Spionage und verdeckte Aktionen von der Antike bis zur Gegenwart*, Munich, C. H. Beck, 2003, p. 126-137 ; « Wilhelm Stieber, August Schluga von Rastefeld und Otto von Bismarck. Zu den Anfängen des deutschen Geheimdienstes », *Francia*, n° 31/3, 2004, p. 87-112.

4. Enzo Traverso, *À feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007.

5. Service historique de la Défense/Département de l'armée de Terre (désormais SHD/DAT), 4 Yf 31500 (Schramm à Ducos de la Hitte, 09/12/1850).

La fin de la clandestinité de cette fonction d'ambassade, surtout du côté prussien, ne mit pas fin à l'incongruité de nommer des officiers dans les cénacles diplomatiques. D'autant plus que ces attachés particuliers échappaient à la hiérarchie diplomatique et communiquaient directement avec le ministre de la Guerre et le souverain. L'ambassadeur Otto von Bismarck, qui passa quelques mois à Paris en 1862, après des missions à Francfort (1851-1859) et Saint-Pétersbourg (1859-1862), trouva cette situation ennuyeuse. Il sut s'en souvenir, devenu chancelier de Prusse, lorsqu'il entreprit de placer sa politique étrangère sous l'unique responsabilité de l'*Auswärtiges Amt* (Affaires étrangères) en 1867. Surtout, il confia l'acquisition du renseignement, tant politique que militaire, dès janvier 1867 au *Central-Nachrichtenbüro* (Bureau central d'information), implanté dans ledit ministère<sup>6</sup>. Son directeur fut celui que l'on présente à tort comme le père du renseignement allemand, Wilhelm Johann Carl Eduard Stieber. Agent de pénétration de la classe ouvrière pour le compte de la police berlinoise (1847-1850), puis membre de cette dernière (1853-1860), il fut directeur de la *höhere Polizei* (Haute Police) liée à ce poste avant de gagner l'*Auswärtiges Amt* (1866-1874). Animateur du renseignement diplomatique à Berlin comme à l'étranger, il rendit compte au conseiller de légation Karl von Bismarck-Bohlen, en poste à la Chancellerie. Bien qu'on soit peu au fait des activités du *Central-Nachrichtenbüro*, il est aisé d'estimer, au vu des activités antérieures de son directeur, qu'il fut actif dans le seul renseignement humain. Stieber renoua-t-il la liaison qu'avait entretenu son prédécesseur, le préfet Karl Ludwig Friedrich von Hinckeldey<sup>7</sup>, avec une cousine de Louis-Napoléon Bonaparte, la princesse Marie Laetitia Bonaparte-Wyse ? Elle tint un salon parisien couru de 1850 à sa disgrâce en février 1853<sup>8</sup>. Stieber la rencontra en septembre 1851, avant de mettre la main sur sa correspondance chiffrée, sous forme de lettres d'amour, qu'elle échangea avec son prédécesseur<sup>9</sup>. Le besoin d'infiltrer ce salon s'expliquait par l'intérêt du gouvernement prussien pour les conditions de préparation du coup d'État du président français. Il était aussi dans les usages du renseignement diplomatique d'entretenir ce genre d'établissement et Stieber en soutint un au 23 de la Dorotheenstraße, chez la demoiselle Sophie Krause<sup>10</sup>. Recontacta-t-il Wyse après son expulsion ? Encouragea-t-il l'ouverture d'un nouveau salon parisien, en l'occurrence celui d'Esther Lachmann, dite Thérèse Araujo de Paiva, le 31 mai 1867 ? À moins que Bismarck n'engageât son cousin Guido Henckel von Donnersmarck à le renseigner sur ce qui s'y disait. Toujours est-il qu'il n'y eut pas d'autre agent prussien opérant à Paris contre la France avant cette dernière époque, qui correspondait à l'arrivée de l'*Agent Nr 17*, le baron August Schluga von Rastefeld. Lieutenant de cavalerie autrichien aigri, passé au service de la Prusse peu avant la deuxième *Deutschen Einigungskrieg* (guerre d'unification allemande de 1866)<sup>11</sup>, il gagna peu après ce conflit, clandestinement, la France sous couverture journalistique ; il travailla pour le quotidien *Le Temps*, qui présentait l'avantage de l'anonymat de sa rédaction politique, marque de son indépendance face à ses concurrents

6. Adolf Hasenclever, « Militärattaché und Auswärtiges Amt um die Wende vom alten zum neuen Kurs », *Vergangenheit und Gegenwart. Monatschrift für Geschichtsunterricht und politische Erziehung*, XXII, 1932, p. 598-599 ; S. Weiss, *op. cit.*, 2004, p. 92 et n. 28.

7. Wolfram Siemann, « Deutschlands Ruhe, Sicherheit und Ordnung ». *Die Anfänge der politischen Polizei 1806-1866*, Berlin, De Gruyter, 2011, p. 346.

8. Archives nationales (désormais AN), Paris, F<sup>19</sup> 6256 (décret du 19/02/1853).

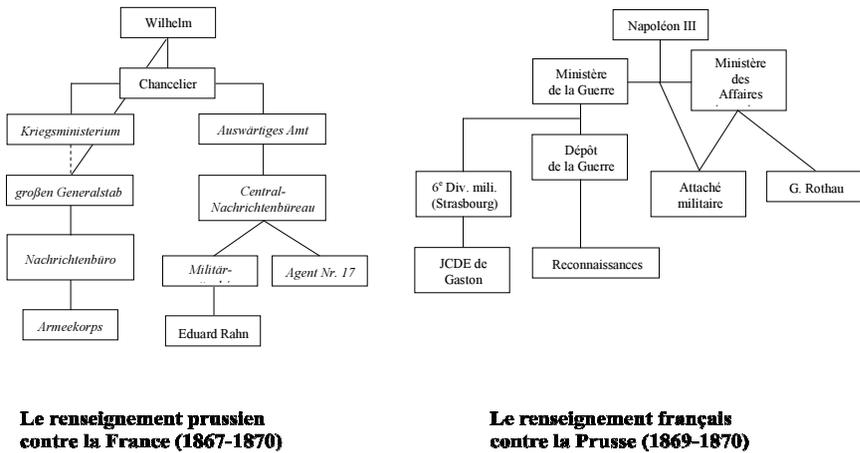
9. Leopold Auerbach, *Denkwürdigkeiten des Geheimen Regierungsrathes Dr. Stieber*, Berlin, Engelmann, 1884, p. 76-77.

10. *Ibid.*, p. 34-35 et 50-51 ; Winkler, *Allgemeiner Wohnungsanzeiger für Berlin, Charlottenburg und Umgebungen*, Berlin, 1848, p. 551.

11. Heinrich Otto Meisner (éd.), *Denkwürdigkeiten des General-Feldmarschalls Alfred Grafen von Waldersee*, I, 1832-1888, Stuttgart, Deutsch Verlags-Anstalt, 1932, p. 25.

du *Figaro* et du *Journal des Débats*, mais aussi porte ouverte aux infiltrations et aux manipulations. Et ce d'autant mieux que son directeur politique et rédacteur en chef, le Colmarien Auguste Nefftzer, fut un philogermaniste réputé<sup>12</sup>.

Fig. 1 – Deux systèmes proches.



En poste à Berlin (1864-1870), l'ambassadeur français Vincent Benedetti n'était pas loin de penser comme Bismarck. Mais ses objectifs furent moins ambitieux : il se contenta de demander, régulièrement autant que confidentiellement, le rappel de l'attaché militaire, le chef d'escadron Eugène Stoffel. L'épisode de la nomination avortée du lieutenant-colonel Gaston d'Andlau, en décembre 1867<sup>13</sup>, puis l'appel au chef de gouvernement libéral, Émile Ollivier, en janvier 1870<sup>14</sup>, montrait autant un déplaisir envers un officier qui échappait à son autorité qu'une réprobation de la liaison établie par Stoffel avec Bismarck<sup>15</sup>. La meilleure explication fut toutefois celle qu'opposa Benedetti à un autre officier, passé par son ambassade dans le cadre d'une mission de reconnaissance. Estimant que celui-ci n'avait recueilli « aucun renseignement d'une grande importance », il précisa que « l'ensemble de ses informations confirm[ait] celles qu'il avait transmises »<sup>16</sup>. Autrement dit, il tenta de démontrer que l'emploi d'officiers n'apportait aucune amélioration qualitative des données transmises par les agents du Département. La réaction corporatiste de Benedetti cachait aussi une autre réalité. Alors que l'attaché militaire français ne disposait de capteurs qu'à Berlin, les Affaires étrangères couvraient les États des Confédérations germaniques, puis du Nord et du Sud, qui composaient l'espace allemand, avec onze postes diplomatiques avant 1866, puis huit. Pour le recueil du renseignement, le Strasbourgeois

12. René Martin, *Le vrai visage de l'Alsace. La vie d'un grand journaliste : Auguste Nefftzer, fondateur de la Revue Germanique et du Temps*, Besançon, Camponovo, 1953.

13. SHD/DAT, 4 Yd 4109 ; J.-B. Franceschini Pietri, « Lettres au colonel Stoffel », *Revue de Paris*, 15/06/1911, p. 727-729 (Pietri à Stoffel, 20/12/1867 et 08/01/1868).

14. Émile Ollivier, *L'Empire libéral*, 12, Paris, Garnier frères, 1908, p. 326.

15. Franceschini Pietri, *op. cit.*, p. 732 (Pietri à Stoffel, 28/05/1868).

16. SHD/DAT, 1 M 1539 et Archives diplomatiques (désormais AD), La Courneuve, Correspondance politique (CP), Prusse, 364 (Benedetti à Moustier, 08/05/1867).

Gustave Rothan fut particulièrement actif à Francfort et Hambourg (1866-1870), avec dix ans d'ancienneté en Allemagne et une activité de renseignement attestée, notamment à Berlin (1852-1856)<sup>17</sup>. Cette multiplicité des vecteurs français s'expliquait par la nature décentralisée de l'organisation politique de l'Allemagne.

Pour la diplomatie prussienne, le centralisme parisien caractérisa le *Schwerpunkt* (centre de gravité) clausewitzien idéal<sup>18</sup>. Ainsi le bureau de l'attaché militaire ressembla plus à une *agentura*, c'est-à-dire à un poste de renseignement, supervisant plusieurs agents, qu'au bureau de l'attaché militaire français. Au premier rang des agents, il y eut cette dizaine de capitaines d'état-major venus se former à la fonction d'attaché militaire, parfois sous la couverture d'apprentissage du français. Ils passaient deux ans à Paris, ce qui leur permettait de remplir une mission et d'échapper à la surveillance de la police parisienne. Ainsi déduisirent-ils le plan de mobilisation français, à partir de sources ouvertes pour découvrir l'architecture des implantations militaires, notamment dans l'ouest autour de Bourges et de Châteauroux<sup>19</sup>, et des délais de communication. Leur recherche d'information fut encore facilitée par le débat politique français, qui portait sur la loi des ministres de la Guerre, Jacques Randon, puis Adolphe Niel. Jusqu'en février 1868, la forte opposition de l'opinion publique, tant républicaine que conservatrice, comme les débats au Corps législatif de décembre 1867 et janvier 1868 nourrirent une médiatisation qui ne put que faire le plaisir des attachés militaires autrichien, russe, britannique, autant que prussien<sup>20</sup>.

Cette préférence apparente pour les sources ouvertes n'empêcha pas, à partir de 1867, la volonté prussienne de recourir à des agents. L'attaché militaire accueillerait toujours des capitaines, qui assisteraient aux longues manœuvres d'été du camp de Châlons<sup>21</sup> et continueraient leurs excursions à travers le pays. Il se vit aussi affecter un « agent à [s] on unique disposition », un jeune zurichois célibataire, Eduard Rahn<sup>22</sup>. Sous la couverture de propriétaire, il disposa des ressources suffisantes pour recruter des sources propres à renseigner l'attaché militaire. Ainsi, offrit-il à Burg l'adresse d'une modiste devenue la maîtresse d'un aide de camp de Napoléon III, le général de division Joseph Lebrun. Elle entretenait son frère et avait besoin pour cela de fonds que son commerce ne lui permettait pas d'avoir. Lorsque le *Major* Alfred von Waldersee arriva à Paris le 9 février 1870, le recrutement de cette agente de pénétration du *Schwerpunkt* (centre de gravité) adverse venait de se terminer. Deux mois plus tard, cette source put rapporter des éléments liés au plan de campagne français, en fait l'état complet, dressé par l'Empereur, de la *Composition des armées en 1868*, dont Lebrun disposât de deux exemplaires<sup>23</sup>.

Waldersee cultiva également une relation avec un jeune officier du cabinet du ministre de la Guerre, le capitaine d'état-major Théodore Iung. Les deux hommes se rencontrèrent en avril 1870, certainement chez la Païva, et évoquèrent la crise de l'armée française.

17. Xavier Lacroix, « La vie d'une ambassade française au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. La Légation de France à Berlin dans les années 1850 », *Revue d'histoire diplomatique*, 2020, n° 1, p. 13.

18. Claus von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Perrin, 1999, p. 335.

19. Helmut von Moltke, *Correspondance militaire du maréchal de Moltke : guerre de 1870-71*, 2, II, *Du 3 septembre 1870 au 27 janvier 1871*, Paris, Lavauzelle, 1901, p. 415 (Moltke à Blumenthal, 12/10/1870).

20. Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz (désormais GStA), Berlin-Dahlem, III. HA MdA I Nr 4844 ; J. Casevitz, *Une loi manquée. La loi Niel, 1866-1868. L'Armée française à la veille de la guerre de 1870*, Rennes, Oberthür, 1960, p. 22, 43-68 et 123-124.

21. GStA, I. HA Rep. 81 Paris, IV Nr. 78 (1870) ; cf. *Le Temps*, 26 et 27/06/1869.

22. H. O. Meisner (éd.), *op. cit.*, p. 53 ; Archives de Paris, V4E 3352, 7<sup>e</sup>, décès, n° 1836.

23. GStA, *Ibid.* ; J. Lebrun, *Souvenirs militaires, 1866-1870. Préliminaires de la guerre. Missions en Belgique et à Vienne*, Paris, Dentu, 1895, p. 49-54 ; A. de la Chapelle, *Les forces militaires de la France en 1870*, Paris, Amyot, 1872, p. 27-58.

L'officier français présentait plus de recul que d'autres sur ce sujet, tant par ses fonctions actuelles que par ses relations avec Léon Gambetta, pour lequel il avait notamment rédigé, en juillet 1868, dans la *Revue politique et littéraire*, sous la signature de ce jeune avocat républicain, deux articles sur le « budget militaire » et « les déclarations du maréchal Niel »<sup>24</sup>. En outre, affecté au Dépôt de la Guerre, Iung disposa d'un accès aux rapports de Stoffel, qui jusque-là « s'égarèrent le plus souvent et venaient échouer au bureau de la correspondance générale » du ministère de la Guerre<sup>25</sup>. Dans l'environnement de Gambetta, qui fréquentait aussi le salon de la Païva, se trouva également un homme d'affaire hollandais, Alexander Mendel. Actionnaire de *L'Illustration*, un journal républicain, depuis mai 1860<sup>26</sup>, il rencontra l'avocat républicain avant juin 1865, époque du séjour de ce dernier à Londres<sup>27</sup>. Beau-frère de Julius Leopold Schwabach, qui fut l'associé de Gerson von Bleichröder<sup>28</sup>, son cousin et financier de l'*Auswärtiges Amt* (Affaires étrangères), Mendel devint l'« homme de confiance à Paris » de ce dernier. Il fut ainsi présent à Paris dès le début d'août 1870, prompt pour accomplir sa première mission clandestine<sup>29</sup>. Il s'agissait alors d'amener Gambetta à obtenir la paix avec la Prusse. L'activation d'Iung par Waldersee montrait bien que le jeune opposant à Napoléon III était acquis à Bismarck.

La différence de recueil du renseignement avec la France ne pouvait mieux apparaître. Certes, Stoffel put nouer une liaison avec la « famille Bismarck », ce qui enthousiasma ses correspondants parisiens. Mais qui peut croire que cette « situation magnifique »<sup>30</sup> eut quelque intérêt d'un point de vue du renseignement, sauf peut-être pour le ministre prussien ? Stoffel recruta un agent non-identifié à ce jour au sein du *großen Generalstab*<sup>31</sup>. Il ne fit que répondre en cela aux demandes de ses mandants, le ministre de la Guerre et le secrétaire particulier de l'Empereur, Jean-Baptiste Franceschini Pietri. Le premier attendit qu'il étudiât « avec soin la constitution des forces militaires de l'État » prussien, au moment où la France entendait réformer son armée<sup>32</sup>. Quant au second, il espéra « des renseignements politiques et militaires qu'[il] pour[ait] recueillir et même que [Franceschini Pietri l']engage[ât] à rechercher avec soin »<sup>33</sup>. Autrement dit, à l'instar de ses confrères prussiens, il suffit à Stoffel de lire la presse locale, de fréquenter les salons et de visiter les enceintes militaires auxquels il serait invité inmanquablement. Quant au service de reconnaissance auquel se livrèrent les agents des attachés militaires prussiens, il appartient, comme le renseignement en Allemagne, à d'autres, en l'espèce au Dépôt de la Guerre et au commandant de la 6<sup>e</sup> division militaire, à Strasbourg.

24. J. Reinach (éd.), *Discours et plaidoyers politiques de M. Gambetta*, t. XI : 10 mai 1882-18 juillet 1882, Paris, Charpentier, 1885, p. 158-180.

25. Bibliothèque nationale de France (désormais BnF), Paris, NAF 20642, Iung, *Service secret en campagne*, 16/09/71, fol. 46 ; SHD/DAT, 1 M 1538 (Colson à Stoffel, 14/05/1868 et 01/10/1869). M. Busch, *Tagebuchblätter*, 1, Berlin, Grunow, 1899, p. 45.

26. Jean-Noël Marchandiau, *L'Illustration, 1843-1944. Vie et mort d'un journal*, Toulouse, Privat, 1987, p. 103.

27. Roger Huetz de Lemps, *Aumale l'Algérien, 1822-1870*, I, Paris, Nouvelles éditions latines, 1962, p. 168.

28. Fritz Stern, *Gold und Eisen. Bismarck und sein Bankier Bleichröder*, Munich, C.H. Beck, 2008.

29. GStA, VI. HA, NI Keudell, R. v., Nr. 16 (Bleichröder à Keudell, 14/08/1870).

30. Franceschini Pietri, *op. cit.*, p. 733 (Pietri à Stoffel, 28/05/1868).

31. SHD/DAT, Lb 12 (Metz, 20/08/1872).

32. *Ibid.*, 1 M 1538 (Randon à Stoffel, 02/08/1866).

33. *Ibid.* (Pietri à Stoffel, 27/09/1866).

La guerre de Crimée, première campagne au long cours du régime, avait rappelé l'importance du Dépôt de la Guerre dans la planification des conflits<sup>34</sup>. Mais il fallut le coup de tonnerre stratégique de Sadowa pour impulser un renouveau de la statistique militaire, comme s'appelait le renseignement stratégique depuis le Premier Empire<sup>35</sup>. Trois officiers en furent à l'origine : le Polonais Joseph Victor Tański, dont le rapport rédigé à son retour de Crimée insista sur la mise en place d'un service de renseignement dès le temps de paix<sup>36</sup> ; le colonel d'état-major Eugène Saget, qui redonna son importance à la statistique militaire dans le processus de renseignement<sup>37</sup> ; et le colonel d'état-major Jules Lewal<sup>38</sup>, qui eut la charge de préparer, à compter de février 1868, la planification d'un conflit avec la Prusse. Elle passa par la préparation de cartes des États allemands<sup>39</sup>, résultant de 37 missions de reconnaissance menées par des officiers d'état-major pendant les printemps et les étés de 1867 à 1869 en Rhénanie et dans les espaces Rhin/Weser, Weser/Elbe, Elbe/Oder<sup>40</sup>. Ces missions clandestines mobilisèrent 27 officiers, qui voyagèrent sous des couvertures diverses de touristes, de peintres ou de journalistes, et comportèrent « trois aspects topographiques, statistiques et militaires ». Au printemps 1868, seules les deux premières zones furent reconnues et la situation ne bougea plus. Une raison à cela : quatre officiers furent arrêtés en Wurtemberg, en Hesse et en Bavière entre le 9 et le 17 août 1868, amenant à l'interdiction des reconnaissances<sup>41</sup>.

Des agents locaux en Allemagne du Sud<sup>42</sup> complétèrent le processus français de renseignement contre la Prusse. Parmi eux, à Landau, se trouva le négociant, François Regenaueur, qui accueillit à compter de l'automne 1868, un poste de renseignement mis en place par le commandant de la 6<sup>e</sup> division militaire à Strasbourg, le général Auguste Ducrot. Son titulaire fut l'Haguenovien Jean Clair Edmond de Gaston, sous-officier libéré en 1859 et neveu de Regenaueur, reconverti en négociant<sup>43</sup>. Son officier traitant fut le chef de bataillon Jean César Achille Schenck, du 71<sup>e</sup> de Ligne, à Paris, et correspondant attiré de Ducrot depuis 1867<sup>44</sup>. Cette initiative fut la dernière de Ducrot, après qu'il lui fut rappelé par deux fois que les opérations de renseignement relevaient seulement du Dépôt de la Guerre<sup>45</sup>.

Ainsi, le processus de recueil de renseignement déployé par les Prussiens et les Français se ressemblait (Affaires étrangères et attachés militaires). Avec des méthodes de recueil similaires, l'exploitation du renseignement fut pourtant différente dans les deux

34. Gérald Arboit, « Joseph Victor Tański ou l'invention du renseignement militaire français en Crimée », dans *La Guerre de Crimée. Première guerre moderne ?*, actes du colloque international du Centre d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'UMR SIRICE, 7-9 novembre 2019, à paraître.

35. Gérald Arboit, *Le renseignement au temps de Napoléon. Une dimension européenne*, Paris, Perrin, 2022.

36. SHD/DAT, 1 M 2037, Tański, 15/01/56.

37. *Ibid.*, 7 Yd 1497.

38. *Ibid.*, 7 Yd 1616.

39. H. Jarras, *Souvenirs du général Jarras, chef de l'état-major général de l'armée du Rhin (1870)*, Paris, Plon, 1892, p. 5-6.

40. SHD/DAT, 1 M 1539.

41. *Ibid.*, 1 M 1540 et 1577-1579.

42. Suzanne Fiette, *Un officier du Second Empire : le colonel Lahalle (édition et commentaire de mémoires [Mes souvenirs, 1904-1909])*, thèse de doctorat, Université d'Amiens, 1974, p. 473-485.

43. *La Vie militaire du général Ducrot d'après sa correspondance (1839-1871) publié par ses enfants*, II, Paris, Plon, 1895, p. 299 et *Papiers et correspondance de la famille impériale*, n° 8, 1870, p. 61 (Ducrot à Frossard, 31/01/1869).

44. SHD/DAT, 1 K 189/1 (Schenck à Ducrot, 1867-1868, *passim*).

45. *Ibid.*, et *La Vie militaire*, *op. cit.*, p. 254-256 et 291 (Niel à Ducrot, 06/08/1868 et 15/12/1868).

pays. À Berlin, le *Central-Nachrichtenbüro* (bureau central d'information), dépendant de l'*Auswärtiges Amt* (Affaires étrangères), reçut les données concernant les questions politiques, tandis que celles concernant les armées furent du ressort du *Nachrichtenbüro* (bureau de renseignement) du *großen Generalstab* (grand état-major général). Créé également en janvier 1867, ce service fut confié au *Major* Heinrich von Brandt<sup>46</sup>. Mais contrairement à Stieber, cet officier d'état-major n'eut de compte à rendre qu'au chef d'état-major, le *General* Helmuth von Moltke, lequel informait si besoin le chancelier et, éventuellement, le ministre de la Guerre<sup>47</sup>. Bismarck apparaissait comme le principal décideur de l'utilisation du renseignement. Son principal besoin fut de savoir quand et où les Français attaqueraient, impulsant ainsi à ses « services » de renseignement d'user de prospective autant que d'informations ouvertes, récoltées à partir de septembre 1867<sup>48</sup>. De ce point de vue, la manipulation de la maîtresse d'un aide de camp de l'Empereur et d'un officier du cabinet du ministre français de la Guerre suffit à orienter les décisions de Bismarck.

Côté français, la conduite opérationnelle fut loin d'être comparable. D'abord, il n'exista pas de bureau de renseignement au sein des Affaires étrangères, même si la Direction politique dirigea des missions d'information spécialisée. La gestion des agents fut de fait confiée aux chefs de délégations, selon leur bon vouloir et leur appétence. Ensuite, le Dépôt de la Guerre ne fut jamais ce « service d'espionnage militaire » que Ducrot et Tański, désespéraient de voir s'établir<sup>49</sup>. Las, au lieu d'une coordination comme dans l'autocratie prussienne, l'autocratie française n'offrit qu'une double polarisation. La conduite politique se partagea entre l'Empereur et ses conseillers, dont le ministre d'État Eugène Rouher et l'ancien ministre des Affaires étrangères Édouard Drouyn de Lhuys, dans un climat d'instabilité ministérielle (trois des sept ministres de la Guerre et cinq des quatorze des Affaires étrangères furent nommés depuis l'été 1869) au moment où se joua la plus grave crise franco-prussienne, autour de la succession espagnole. De fait, après une première ébauche mal accueillie par le haut commandement militaire à l'été 1868, le plan de campagne français ne fut élaboré que le 19 juin 1870, avec une triple hypothèque austro-dano-italienne<sup>50</sup>. Un mois plus tard, lors de la déclaration de la guerre par la France, Napoléon III en était encore à chercher des alliés, alors que la « dernière tâche » de Waldersee « fut d'organiser le service des émissaires pour le futur »<sup>51</sup>. Le mot signifiant les agents était pourtant emprunté au vocabulaire français... À Berlin, son homologue français, le colonel Stoffel se résolut simplement à user de sa liaison avec Bismarck pour recourir à la protection des forces de police prussiennes et rentrer en France<sup>52</sup>.

## Deux types d'actions clandestines différentes

Le renseignement prussien bénéficia également de la confiscation du trésor (*Welfenfund*) de l'ancien roi de Hanovre, Georg V, le 2 mars 1868. Cette décision du chancelier prussien tint moins aux conséquences de l'annexion de l'ancien royaume qu'à l'action clandestine

46. Bundesarchiv-Militärarchiv (désormais BA-MA), Freiburg, RW 5/654, Friedrich Gempp (Gempp), *Geheimer Nachrichtendienst und Spionageabwehr des Heeres, I, 1866-1870/71*, 1928, fol. 14 (Moltke à Roon, 23/11/1866).

47. *Ibid.*, fol. 15, s.d. [1867].

48. H. von Moltke, *op. cit.*, t. I, *La guerre jusqu'à la bataille de Sedan*, 1899, p. 101 (Moltke à Bismarck, 06/12/1867).

49. Ducrot à Frossard, 31/01/1869, *op. cit.*.

50. J. Lebrun, *op. cit.*, p. 71-74.

51. H. O. Meisner, *op. cit.*, p. 82.

52. Auswärtiges Amt, Politisches Archiv (désormais AAPA), Berlin, I.A.A.a [Europa généralia], 63 (Stoffel à Bismarck, 19/07/1870).

de son souverain déchu. Depuis juin 1866, Georg V entretenait une *Welfenlegion* (Légion hanovrienne), un corps composé de sept cents Hanovriens passés en Suisse (mai 1867), puis en France (février 1868) grâce à des passeports émis d'Autriche<sup>53</sup>. Il finança aussi une publication parisienne, *La Situation*, dirigée par Ernest Hollander, ancien chef de la traduction allemande au ministère de l'Intérieur (1860-1865)<sup>54</sup>, et Antoine Grenier, un publiciste. Lancé le 9 juin 1867 « pour défendre le droit contre la force »<sup>55</sup>, le journal disparut le 9 avril suivant<sup>56</sup>, victime des vicissitudes financières de Georg V comme des coups de boutoirs de l'ambassadeur prussien, Robert von der Goltz<sup>57</sup>. La même dualité imposa en avril 1870 la dissolution de la *Welfenlegion*<sup>58</sup>, privant la France de sa seule opération spéciale à opposer à la Prusse. Les Hanovriens n'en promirent pas moins, « en cas de débarquement dans le Nord » d'une armée française, de mettre à disposition « un officier hanovrien, homme d'action ou d'aventure, qui ser[va]it [...] sous un faux nom dans un régiment des confins »<sup>59</sup>. Cette offre participa d'une alliance plus large offerte par Georg V à Napoléon III, mais que la diplomatie impériale repoussa, pressentant que l'ancien souverain cherchât à suppléer ses moyens de financement perdus par ceux que la France ne pouvait mobiliser pour elle<sup>60</sup>.

La confiscation du *Welfenfund* (fonds hanovrien) servit également pour Bismarck à préparer l'opinion publique française à la guerre. Avant chaque épisode des *Deutschen Einigungskriegen* (guerres d'unification allemande), la Prusse dépêcha force journalistes aux confins des terres irrédentes afin qu'ils participassent à une transformation des esprits en faveur de l'entreprise de conquête prussienne. Parmi ces « *preßknechte* »<sup>61</sup> (valets de la presse) qui apparurent au moment où Bismarck décida un nouveau conflit, se trouvait Moritz Busch, passé à la postérité comme l'attaché de presse du chancelier. Philosophe devenu journaliste libéral, on le retrouva à manipuler les opinions au Schleswig-Holstein en 1864-1865, puis en Hanovre en 1866-1867, enfin à l'*Auswärtiges Amt* (Affaires étrangères), au sein du *Centralpreßbüro* (bureau central de presse) en 1870-1871. Devenu l'ordonnateur « des instructions de Bismarck pour les affaires de presse », il se fit manipulateur de sources<sup>62</sup>. Son « officier traitant » fut le consul Félix Bamberg. Évidemment, le baron Schluga, journaliste au *Temps*, qui opérait aussi pour le *Central-Nachrichtenbüro* (Bureau central d'information), compta parmi les affidés de Busch et Bamberg. Mais d'autres correspondants rejoignirent clandestinement le *Centralpreßbüro*. Ce furent d'abord des « Allemands », comme Arthur Levysohn, correspondant parisien de la *Kolnische Zeitung*,

53. GStA, I. HA Rep. 81 Paris, III Nr. 126 ; AD, Prusse, 368 (Benedetti à Moustier, 01/05/1902, Conti à Moustier et Moustier à Benedetti, 03/02/1868).

54. Niedersächsisches Landesarchiv (désormais NLA), Wolfenbüttel, Hausarchiv Gmunden, VIII, B 47-I (Meding à Georg V, 04/05/1867) ; AN, F18 276 (26/09/1860).

55. *La Situation*, 14/06/1867.

56. *Ibid.*, 09/04/1868.

57. Stewart A. Stehlin, *Bismarck and the Guelph Problem 1866-1890*, La Haye, M. Nijhof, 1973, p. 80, 89-90 et 96.

58. GStA, I. HA Rep. 81 Paris, II Nr. 152 (Waldersee à Bismarck, 20/03/1870) ; AAPA, I.A.A.g [Hannover], 29, IV (Waldersee à Bismarck, 12/04/1870).

59. AD, CP Autriche, 502 (Cazaux à Gramont, 15/07/1870).

60. *Ibid.* (Cazaux à Gramont, 13/07/1870 ; Gramont à Cazaux 21/07/1870) ; NLA, VIII, B 31 (Hallermund à Georg V, 18 et 22/07/1870 ; Platen à Georg V, 18/07/1870 ; Breda à Platen, 27/07/1870).

61. Heinrich Wuttke, *Die deutschen Zeitschriften und die Entstehung der öffentlichen Meinung : ein Beitrag zur Geschichte des Zeitungswesens*, Leipzig, Krüger, 1875, p. 140.

62. M. Busch, *op. cit.*, p. 2. Cf. Eberhard Kolb, *Moritz Busch. Dienstwillige Feder und respektvoller Porträtist Bismarcks*, Friedrichsruh, Otto-von-Bismarck-Stiftung, 2007.

après l'avoir été à Vienne avant 1866, et que l'on retrouvait à la tête de la série de *Moniteurs officiels* que les Prussiens lancèrent au gré de leurs occupations territoriales à compter du 26 août 1870<sup>63</sup>. D'autres, britanniques ou français, comptèrent parmi ces « idiots utiles » de la propagande prussienne, y compris en se montrant d'une apparente hostilité médiatique à Berlin au moment où se noua la candidature Hohenzollern, le corrompible Émile de Girardin, de *La Liberté*, Paul Granier de Cassagnac, du *Pays*, et Ernest Dréolle, de *La Patrie*<sup>64</sup>. Toujours dans ce journal, un correspondant, dénommé Charlier, appartint au service de Stieber, au *Central-Nachrichtenbüro*, et non à celui de Busch. Il ne parlait pas l'allemand, s'exprimant en anglais dans une missive de 1868, où il alerta ses interlocuteurs prussiens contre les agissements des espions français<sup>65</sup>. Et puis il y eut ce traducteur de l'agence Havas qui, choisissant de ne pas reproduire la dépêche d'Ems, offrit à la presse une « dépêche à double sens » dont la portée médiatique fut toutefois limitée<sup>66</sup>.

En effet, celle-ci compta moins dans la surenchère médiatique de juillet 1870, qui entraîna dans la population parisienne un « délire d'une fièvre chaude » antiprussienne, selon les propos d'un diplomate autrichien, du 13 juillet 1870<sup>67</sup>, et suscita un climat d'espionnage jusqu'au Corps législatif, le 12 août suivant. Jusqu'au 25 janvier 1871, pas un jour ne manqua de signaler les saisies d'étrangers, au prétexte qu'ils ne parlaient pas français – les Prussiens ne firent pas différemment puisqu'ils fusillèrent un inspecteur de police gallois<sup>68</sup> –, au point que le 10 octobre 1870, *Le Figaro* s'écria : « Les arrestations d'espions finissent par devenir monotones ».

Cela dit, parfois, de vrais agents de la partie adverse furent arrêtés. Le 12 août, à Pouilly, près de Giens, la gendarmerie s'empara du dénommé Karl Hardt. Il avait été surpris par des paysans, prenant des croquis du pont enjambant la Loire. Il déclara venir d'Angleterre, via Bordeaux pour s'établir à Orléans avant de se rendre à Bourges, où se trouvait une boîte-aux-lettres vivante, « qu'il refusa de nommer », qui devait lui remettre de l'argent de Paris. Se présentant comme un officier berlinois et un père de famille, il n'en fut pas moins condamné à mort par le 2<sup>e</sup> Conseil de guerre de la Seine et fusillé dix jours plus tard<sup>69</sup>. Au cours de son procès, « Hardt » exposa le fonctionnement du renseignement prussien en France. Envoyé par l'entremise du représentant militaire prussien en Grande-Bretagne, le *Major Rudolf von Roerdanzsz*<sup>70</sup>, il devait opérer sous le contrôle de l'émissaire parisien du *Central-Nachrichtenbüro* (Bureau central d'information), soit le baron Schluga von Rastefeld. L'opération était donc pilotée par Stieber, ainsi qu'il l'affirma plus tard en évoquant avoir dépêché un agent à Orléans. « Hardt » compta ainsi parmi les sept ou huit agents que manipula Stieber pendant la guerre franco-prussienne. Outre l'*agentura* de Bordeaux et

63. M. Busch, *op. cit.*, p. 304-305 (Busch l'appelle Löwinsohn) ; Ursula Koch, *Berliner Presse und europäisches Geschehen 1871. Eine Untersuchung über die Rezeption der grossen Ereignisse im ersten Halbjahr 1871 in den politischen Tageszeitungen der deutschen Reichshauptstadt*, Berlin, Colloquium Verlag, 1978, p. 34. Cf. Arthur Levysohn, *Aus einer Kaiserzeit Französische Erinnerungen eines Journalisten*, Grünberg, W. Levysohn, 1878.

64. AD, CP Wurtemberg, 90 (Saint-Vallier à Grammont, 15/07/1870 ; annotation de Grammont, « Rien n'est plus faux »).

65. Otto-von-Bismarck-Stiftung, Friedrichsruh, B 31 (Charlier à Bismarck-Bohlen, s.d. [1868]).

66. *France*, 14 et 15/07/1870, cité dans Jean Stengers, « Aux origines de la guerre de 1870. Gouvernement et opinion publique », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 34/3, 1956, p. 738-739.

67. Cité dans Hermann Oncken, *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleons III. von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Krieges von 1870-71*, III, Berlin, Deutsche verlags-anstalt, 1926, p. 441

68. *The Cardiff Times* et *L'Univers*, 06 et 08/08/1870.

69. *Le Temps*, 23, 28 et 29/08/1870 ; *Le Figaro*, 23, 24, 26 et 29/08/1870 ; *L'Univers*, 29/08/1870.

70. *Militär-Wochenblatte*, suppl. 9, Berlin, 1893, p. 312.

celles de Lyon et dans « le sud de la France », un dernier poste fut ouvert à Genève, pour servir de boîte-aux-lettres au bénéfice de Schluga<sup>71</sup>. Ce dernier avait rencontré Stieber à Ems, en mai 1870, puis à Bâle ou à Genève à la déclaration de guerre. Schluga adressa bien plusieurs rapports de ces deux villes<sup>72</sup>, mais ce fut par télégraphe, à destination de Roerdanșz, qu'il annonça, le 23 août, le mouvement de Mac Mahon vers Metz<sup>73</sup>. Ce réseau identifié se compléta de ceux qu'un rapport français de 1871 nomma « agents mobiles spéciaux »<sup>74</sup>, sans qu'une telle appellation ne se retrouva dans la documentation allemande, c'est-à-dire des sous-agents servant essentiellement de boîtes-aux-lettres, comme celui de Giens.

Stieber avoua également manipuler deux ou trois agents depuis le *große Generalstab* (grand état-major général). L'un d'entre-eux dut être l'ancien capitaine d'artillerie du contingent luxembourgo-limbourgeois Franz Xaver Hubert Leesberg. Au début d'août 1870, il mit en place « une poste entre Esch et Briey. Chaque jour, un cavalier faisait le trajet entre les deux localités »<sup>75</sup>, puis les informations venant du plateau lorrain partaient par télégramme vers Mayence<sup>76</sup>. Un autre fut arrêté le 11 août 1870 en gare de Metz sous la fausse identité du baron autrichien Nicolaus Schüll von Degellman. Il était porteur de deux documents démontrant l'organisation du renseignement d'intérêt militaire prussien. Le premier consista en un laissez-passer signé du *Generalquartiermeister* de Moltke, le général Theophil von Podbielski, datée de Mayence, le 6 août 1870 ; sous les ordres de ce dernier, au sein du *großen Generalstab*, se trouvait un bureau de renseignement, formellement dirigé par l'Oberstleutnant Julius von Verdy du Vernois, mais réellement accompli par le *Major* Ernst Eduard Krause<sup>77</sup>. Un second document, sous la forme d'un mot de passe, permettait de saisir la souplesse du recueil du renseignement ; portant le nom du colonel prussien Paul von Leszczynski, chef d'état-major badois, il devait lui permettre de confirmer l'appartenance de Schüll au service de Stieber.

Schüll commença sa mission en agent de pénétration du système français de renseignement. Le 19 juillet, en effet, il se présenta au général Ducrot à Strasbourg. Deux jours plus tard, il quitta la capitale alsacienne pour mener deux séries de reconnaissance jusqu'au 8 août. Orienté vers Metz, où il débarqua du train trois jours plus tard, son accoutrement le fit appréhender par la gendarmerie. L'enquête rapide révéla que Schüll avait indiqué les positions du corps de Mac-Mahon, provoquant les « forte(s) reconnaissance(s) »<sup>78</sup> de Wissembourg (4 août) et Reichshoffen (6 août)<sup>79</sup>. Avant et après la réalisation de cette mission, le 20 juillet à Strasbourg et le 11 août à Metz, Schüll rencontra à chaque fois le capitaine Iung, alors que ce dernier n'en avait nullement le besoin. « En mission à la

71. L. Auerbach, *op. cit.*, p. 253.

72. *Ibid.*, p. 249 ; BA-MA, RW 5/654, Gempp, fol. 240-241.

73. BA-MA, *op. cit.*, fol. 16.

74. BnF, Ms NAF 20642, Iung, *Service secret en campagne*, 16/09/1871, fol. 44.

75. F. Welter, *L'escarmouche d'Audun-le-Tiche le 30 août 1870*, Hettange-Grande, 1921, p. 118 (Berens à Welter, 10/03/1921).

76. H. von Moltke, *op. cit.*, p. 263.

77. Julius von Verdy du Vernois, *Im grossen Hauptquartier, 1870/71*, Berlin, Rittler u. Sohn, 1896, p. 29 et 221-226 ; Hedwig von Grolman (éd.), *Ernst Eduard von Krause, 1848 bis 1886*, Berlin, Mittler, 1901, p. 96-113.

78. D'après le Kronprinz, cité dans *Le Figaro*, 14/08/1870.

79. « La guerre de 1870-1871 », *Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée (Section historique)*, 1901/2, p. 335.

frontière de l'Est » pour mettre en œuvre les espionnages sur l'étranger<sup>80</sup>, il apparaissait plutôt comme un contact de Schüll, donc au service des Prussiens. La véritable identité de Schüll, dont l'exécution, le 28 août 1870, interpella la presse internationale, notamment autrichienne, resta là-aussi un mystère<sup>81</sup>...

Traître à son pays, le capitaine Lung n'en fut pas moins un officier chargé du renseignement par le Grand-Quartier-Général de ce même pays. Le 17 juillet, il fut envoyé à Strasbourg pour couvrir l'espace frontalier de Bitche jusqu'à Bâle<sup>82</sup>, tandis que son camarade du Dépôt de la Guerre, le capitaine Abraham Samuel, évolua entre Thionville à Bitche. La mise en place de ces deux officiers constitua une première étape visant à établir un système de renseignement hérité des usages de l'armée française. Contrairement à la structure permanente prussienne, autour du *großen Generalstab* (grand état-major général), et au vœu de Tański, il s'agit d'une mise en œuvre renouvelée à chaque campagne. Et comme la structure de l'armée choisie ne fut pas sur un modèle de « Grande armée » napoléonienne, mais d'un ensemble de huit corps d'armées indépendants, le ministre de la Guerre Leboeuf dut agir en deux temps. Le déploiement de Samuel et Lung répondait, le 16 juillet, aux besoins d'un Grand-Quartier-Général, sous la double autorité de l'Empereur et du ministre de la Guerre. Il y fut instauré une 1<sup>re</sup> section, chargée du renseignement, confiée à la direction du colonel Lewal, directeur de la Statistique militaire du Dépôt de la Guerre et composée de trois chefs d'escadrons et de quatre capitaines<sup>83</sup>. Le lendemain, Leboeuf adressa aux commandants de chacun des huit corps d'armée un ordre relatif à la création d'un « service spécial de renseignement ». Trois missions lui furent attachées : l'espionnage, le renseignement topographique et statistique, ainsi que les affaires civilo-militaires. Leur effectif se limita à trois officiers germanistes, un chef d'escadron, ou à défaut un capitaine, en prenant la tête, assisté de deux capitaines. Le 5<sup>e</sup> corps reçut cet ordre le 20 juillet<sup>84</sup>.

Tab. 1 – Les services spéciaux de renseignement pendant la concentration de l'Armée du Rhin (été 1870).

Corps d'armée	Localisation	Commandement
Garde Impériale	Metz	Chef d'escadron Charles-Henri Cheunevrière
1 <sup>er</sup>	Strasbourg	Capitaines Théodore Lung, puis Victor-Paul Vosseur
2	Forbach	Chef d'escadron Charles-Louis Émile Kienlin
3	Saint-Avold	Chef d'escadron Georges Hubert Castex
4	Boulay, puis Metz	Chef d'escadron Charles Ludovic Marie de Polignac
5	Bitche/Haguenau	Commandant Louis Perrotin
6	Châlons	Chef d'escadron de gendarmerie Marie Martin Roussel
7	Colmar/Belfort	Commandant Justin Léon Loizillon

80. SHD/DAT, 1 K 232 (Leboeuf à Lung, 17/07/1870) et 3 GB 237, Situation militaire du capitaine Lung lors de la guerre de 1870 [11/71] ; BnF, *op. cit.*

81. *Le Moniteur universel*, 17/11/1870 ; *Le Journal de Genève*, 15/11/1870 ; *The Times*, 24/11/1870 ; *The New York Herald*, 10/12/1870 ; *Oesterreiches Journal*, 08/01/1871 ; *Neues Fremden-Blatt*, 13/11/1870 ; cf. Österreichische Staatsarchiv, Vienne, Allgemeines Verwaltungs Archiv, Adelsarchiv, Hofandels Akten, 571.34.

82. SHD/DAT, 1 K 732 (Leboeuf à Lung, 17/07/1870).

83. *Revue militaire rédigée à l'État-major de l'armée. Archives historiques*, n° 16, juillet 1900, p. 535.

84. *Ibid.*, n° 3, juin 1899, p. 167-168.

Le 11 octobre 1870, la mise en place d'une structure de renseignement par la commission gouvernementale de Tours emprunta fatalement aux mêmes ordres. Seulement, le manque de personnels compétents – l'essentiel des officiers du Dépôt de la Guerre, comme ceux chargés du renseignement dans les corps d'armée de l'Est, étaient prisonniers des Prussiens ; quant aux officiers venus d'Algérie et de Corse, de troupes d'armes diverses voir de mobiles qui les remplacèrent ne connaissaient pas les métiers du renseignement ou furent étrangers aux régions où ils durent opérer<sup>85</sup> – imposa une lente mise en place. Jusqu'au 5 décembre, une « commission des reconnaissances » de trois membres, se contenta, le 24 octobre, d'élargir aux départements mobilisés par la Défense nationale (une vingtaine répartis au nord, à l'ouest et au sud de Paris) les capteurs institutionnels mis en œuvre au début de l'été en Moselle et en Alsace : il s'agissait de « lignes de renseignement » qui se nourrirent des compétences des magistrats municipaux et des ressources des gardes nationales sédentaires : les maires rapportaient leurs informations aux sous-préfets qui, après une première analyse, les livraient aux commandants supérieurs des places fortes, qui les transmettaient enfin à la commission pour information, si l'état des lignes télégraphiques le permettaient. Évidemment, les corps francs et autres francs-tireurs, créés le 15 août 1870, constituèrent un vivier important, de même que l'impulsion des membres de l'administration préfectorale, comme les sous-préfets de Briey, de Vendôme ou d'Abbeville, s'avéra décisive<sup>86</sup>.

Le 12 décembre, la « commission » fut transformée en « bureau des reconnaissances », confiée à la direction de l'ingénieur des services hydrauliques de Mandes, Paul-Louis Cuvinot. Le renseignement occupait alors sept membres, dont quatre ingénieurs des ponts-et-chaussées (novembre 1870), mais retomba rapidement à quatre (février 1871), à mesure que les trois missions induites par l'ordre ministériel du 16 juillet précédent fussent affectées à d'autres services. La principale mission de Cuvinot concerna donc les reconnaissances et l'établissement de l'état complet des forces allemandes, diffusé aux différents corps d'armée le 31 décembre<sup>87</sup>. Pour cela, le 6 janvier 1871, furent créés deux « corps des éclaireurs », l'un « régulier » à Auxerre, l'autre de « cavaliers détachés » (dont des goumiers de Constantine) au Mans ; respectivement, ils furent dirigés par deux chefs d'escadron, l'un de l'armée auxiliaire, Étienne Lucien Odoul<sup>88</sup>, et l'autre au titre des mobiles de la Sarthe, Émile Chérubin Buzic de Maurepas de Kerdoël. Leur mission fut à la fois de recueillir du renseignement et « d'indiquer les coups-de-main qu'il conviendrait de tenter sur les postes ou corps isolés ». Dans une esquisse du 25 décembre précédent, Cuvinot parlait même de « pousser à la guerre de partisan »<sup>89</sup>.

En apparence, cette mise en place privilégiant les polytechniciens et les rares spécialistes ne sembla rien innover, contrairement aux propos ultérieurs des acteurs de cette renaissance du renseignement, puisqu'il ne s'agit que d'adapter la législation impériale aux rythmes de la reconstruction de l'armée et de la reprise en mains par les républicains. Seule la systématisation du recours au télégraphe, perceptible dans les différents conseils de guerre pour l'Armée de la Loire (octobre-novembre 1870), emprunta à une organisation

85. *Ibid.*, n° 61, janvier 1906, p. 17.

86. Gérald Arboit, « Une ligne de renseignement dans le Pays Haut Mosellan en 1870 », *Revue internationale d'histoire militaire*, n° 81, 2001, p. 189-204 ; Lucien Odoul, « Une page de l'histoire de la guerre de 1870-1871 », *Revue alsacienne*, n° 60, 1909, p. 49-57 ; Émile Gavelle, « Les derniers jours d'une forteresse. Abbeville — 1870-1871 », *Revue du Nord*, n° 2-3, 2-4 et 3-1, 1911-1912, p. 177-214, 285-324 et 35-70.

87. SHD/DAT, La 44.

88. *Ibid.*, 25/12/1870.

89. *Ibid.*, La 36, 06/01/1871.

remontant à la guerre de Crimée, proposée par Joseph Victor Tański, redevenu journaliste et disposant d'accointances avec la nouvelle classe politique<sup>90</sup>.

Notons qu'en raison des circonstances, le renseignement de l'Armée de Paris resta régi par l'ordre du 17 juillet 1870. Il n'y eut pas plus d'utilisation de télégraphie, mais de ballons, essentiellement pour survoler les lignes prussiennes enserrant Paris et rendre compte à la place-forte. Trochu envoya comme ses confrères chefs de corps des « espions » aux avant-postes prussiens. Dès le 20 octobre 1870, Stieber s'en plaignit amèrement<sup>91</sup>.

### La guerre du renseignement

La véritable nouveauté de cette guerre fut l'avènement des premières opérations spéciales, c'est-à-dire relevant de l'action invisible<sup>92</sup>. Elles furent prussiennes et concernèrent la Tunisie et l'Italie. Dans un cas, il s'agissait d'organiser une rébellion des tribus arabes d'Algérie<sup>93</sup>, alors que dans l'autre, elles consistèrent à amener les Garibaldiens à prendre Rome et à agiter le comté de Nice, devenu français dix ans auparavant<sup>94</sup>. Dans les deux cas, leur objet fut d'entraver le bon déroulement de la mobilisation française et d'immobiliser des troupes qui pourraient être utiles sur le théâtre principal des opérations. Il n'en fut rien...

Dans le même registre, les reconnaissances prussiennes d'*Ulanen-* et *Husaren-Regimenter* (régiments de uhlans et de hussards) à la frontière française participèrent de l'action invisible. Cette utilisation de la cavalerie légère apporta une particularité à la classique utilisation des paysans et autres locaux pour s'orienter. Sans penser qu'elles nourriraient une espionniste en France, ces reconnaissances furent affectées à des réservistes de la *Landwehr*, des émigrés rentrés de France à la mobilisation. Habillés en civil, ils furent renvoyés dans les espaces qu'ils venaient de quitter<sup>95</sup>. Les pillages des caisses de l'enregistrement et des notariats ne purent se faire que sur indications d'individus connaissant préalablement les lieux. En raison de leur accoutrement, les populations locales les prirent pour des espions, accréditant du même coup cette fausse idée que les Prussiens furent partout.

Or, il n'en fut rien du tout. Entre l'interception des derniers télégrammes de Waldersee et le départ de l'attaché militaire, le 21 juillet, Moltke resta sans réelle information sur la

90. G. Arboit, *Des Services secrets, op. cit.*, p. 67.

91. L. Auerbach, *op. cit.*, p. 280 et 289.

92. Alain de Marolles, « La tradition française de l'action invisible », dans Pierre Lacoste (dir.), *Le renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998, p. 347-354.

93. Heimatmuseum Schloss Schönebeck (désormais HSS), Brême, Archiv et Nachlaß Gerhard Rohlfs (Abeken à Rohlfs, 11/09/1867 et 13/11/1867, 28/09/1868, 19/10/1868 et 07/11/68, 26/03 et 22/05/1869, 06/02, 09 et 15/03/1870 et Rohlfs à Abeken [20/09/1870] ; Staatsbibliothek zu Berlin, Preußischer Kulturbesitz, Nachlass Wetzstein (Abeken à Wetzstein, 25/07/1870 ; Wetzstein à Abeken, 27/07/1870) ; AAPA, RAV Algier, 2, Radschau, 29/06/1880 et RAV Paris, 70g, Geheim Akten, vol. 1, Rohlfs (2<sup>e</sup> partie, la 1<sup>re</sup> manque), 20/09/1870 ; AD, Correspondance politique des consuls (CPC) Tunis, 35 (Essard à Favre, 06/01/1871), CPC Tripoli, 15 (Wiel à Favre, 22/09/1870).

94. *I documenti diplomatici italiani. 1861-1870* (désormais DDI), serie I, 13, Rome, Libreria dello Stato, 1963, doc. 659 et 750 (Minghetti à Visconti Venosta, 05 et 11/09/70 ; Launay à Visconti Venosta, 24/03/71) et serie II, 1, doc. 65 et 68 (Galateri di Genola à Visconti Venosta, 25 et 26/09/1870) ; Otto von Bismarck, *Die ges. Werke*, VIIb, p. 454-455 (Bismarck à Brassier de Saint-Simon, 13/10/1870) ; G. Rothan, *Souvenirs diplomatiques. L'Allemagne et l'Italie, 1870-1871*, t. II, *L'Italie*, Paris, Calmann Lévy, 1885, p. 169-171 et 248-251 (Rothan à Favre, 03/01 et 12/02/1871).

95. Herbert von Thielen, *Geschichte des magdeburgischen Husaren-Regiments Nr. 10. 1813-1888*, Hanovre, Hahn'sche Buchhandlung, 1888, p. 147-148 ; Edmond Deschaumes, *La France moderne. L'armée du Nord (1870-1871)*, Paris, Firmin Didot, 1895, p. 262-263.

partie adverse pendant quatre longs jours d'incertitude<sup>96</sup>, perceptible dans les destructions préventives des lignes de chemins de fer en Prusse Rhénane<sup>97</sup>. En outre, le *Major* Krause rappela que son travail se fonda « en grande partie sur sa propre étude des armées et une simple combinaison des nouvelles et des faits qui lui arriv[ai]ent par les chemins les plus divers, même sans espions »<sup>98</sup>. Le même constat prévalut en France, comme le souligna Cuvinot, dans son rapport du 6 février 1871, évoquant « la lecture des journaux étrangers (anglais et allemands) » pour « contrôler les renseignements provenant d'autres sources et [...] vérifier l'exactitude de [s]es prévisions »<sup>99</sup>.

Par contre, si Cuvinot ne put utiliser les ressources de son agent au *große Generalstab* (grand état-major général), Krause envoya un émissaire à Tours, qui fut opérationnel à compter du 4 octobre et assura certainement une liaison avec Mendel, avant que celui-ci ne suivît Gambetta à Bordeaux<sup>100</sup>. À Berlin, son collègue von Braun centralisa les informations provenant de la presse internationale et des légations prussiennes à l'étranger, notamment à Berne<sup>101</sup>, à Florence, à Londres, à Bruxelles et La Haye. Enfin, la glorification française des francs-tireurs est là pour démontrer combien fut inefficent le contre-espionnage prussien<sup>102</sup>, confié à Stieber, en tant que responsable de la *Geheime Feldpolizei*. D'ailleurs, la seule revendication d'espions arrêtés par elle concerna cette caravane de sept journalistes britanniques et américains, « dont un commandant » de l'US Army<sup>103</sup>... Aussi, face aux « actes d'hostilités commis soit par des individus isolés, soit par des petites bandes de partisans contre l'armée allemande »<sup>104</sup>, le commandement militaire prussien fut contraint de détacher les *Ulanen-* et *Husaren-Regimenter* de leur mission d'éclairage des avants des armées pour assurer la sécurité de l'unique voie de chemin de fer à sa disposition<sup>105</sup>. Et, du même mouvement, de réduire ses capacités de reconnaissance...

Ainsi, du point de vue du renseignement, les deux parties s'annoncèrent avec des différences de mise en œuvre, dont aucune ne fut en fait plus probante que l'autre, mais qui répondirent à des cultures militaires différentes. Après la fermeture des représentations diplomatiques en Prusse et en Allemagne du Sud, la diplomatie française ne disposa plus de moyens de renseignement qu'à Bruxelles, Copenhague et Vienne. Dans cette dernière capitale, le ministre des Affaires étrangères, Friedrich von Beust, transmit, « à titre confidentiel », à l'ambassadeur français, les observations de l'attaché militaire à Berlin, l'*Oberst* Zeno Welfersheimb, sur la mobilisation prussienne<sup>106</sup>. Quant aux agents français à Varsovie, à Luxembourg et en Belgique, ils assurèrent une veille de tous les instants. Théodore Meyer, chancelier à Varsovie, et Henry de Cornot de Cussy, vice-consul

96. H. von Moltke, *op. cit.*, p. 185-191.

97. *Ibid.*, p. 212 (Moltke à Ludwig IV von Hessen, 24/07/1870).

98. H. von Grolman, *op. cit.*, p. 108.

99. SHD, La 36.

100. H. von Moltke, *op. cit.*, II, p. 408.

101. *La Guerre franco-allemande de 1870-71*, *op. cit.*, t. IV, p. 699, 993 et 988 (Röder à Tresckow, 23 et 27/12/1870 et 07/01/1871) ; E. Neff, « Le siège de Belfort de 1870-1871 et les répercussions du siège de Strasbourg sur la marche des événements », *Bulletin de la Société belfortaine d'émulation*, n° 61, 1958, p. 134.

102. Armel Dirou, « Les francs-tireurs pendant la guerre de 1870-1871 », *Stratégie*, 2009/1, p. 279-317 ; Charles Des Cognets, *Les francs-tireurs de l'armée oubliée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

103. Bundesarchiv, Berlin-Lichterfelde (BAL), Nachlaß 2294 (Stieber à son épouse, 05/05/1870 [Leopold Auerbach, *op. cit.*, p. 254]).

104. H. von Moltke, *op. cit.*, p. 470.

105. *Ibid.*, p. 535 et 599 (Moltke au roi de Prusse et au gouverneur-général de Lorraine, 30/11/1870 et 19/12/1870).

106. AD, CP Autriche, 502 (La Tour d'Auvergne à Gramont, 26/07/1870).

à Luxembourg, assurèrent une veille sur l'Allemagne, les deux hommes ayant conservé des contacts dans leurs anciens postes. Ainsi, la poste prussienne transporta-t-elle des renseignements, puisés dans ses sources ouvertes, à destination de l'adversaire français, en Pologne et au Grand-Duché. Plus prosaïquement, leurs confrères à Bruxelles, à Liège et à Arlon, s'enquirent des productions d'armement belge, des chemins de fer et des frontières<sup>107</sup>. Ils organisèrent deux lignes d'information depuis Bruxelles, l'une auprès des francophiles du gouvernement belge et du corps diplomatique y accrédité, l'autre au départ du Grand-Duché de Luxembourg, à destination des places encerclées de Metz et Thionville<sup>108</sup>. Ils cherchèrent encore à infiltrer en Prusse Rhénane un agent envoyé par Tours<sup>109</sup>, lui fournissant des cartes d'état-major<sup>110</sup>. L'objectif fut de tenter d'organiser l'évasion des prisonniers français d'Allemagne, afin de créer un soulèvement général pour appuyer le « débarquement dans le Nord » d'une armée française, attendue depuis l'été précédent<sup>111</sup>. Cette solution expliquait le petit nombre d'évasions d'officiers<sup>112</sup> ; notons qu'Iung, fait prisonnier à Metz, ne chercha pas à s'évader, mais demanda au contraire, le 2 novembre 1870, à l'*Oberstleutnant* Waldersee d'être vainement compris dans un échange avec un *Hauptmann* prisonnier en France<sup>113</sup>.

Ces actions entraînèrent une double riposte de Bismarck. Dans un premier temps, il lança une opération d'information pour déstabiliser le gouvernement français aux yeux des gouvernements neutres. Dans le journal britannique *The Times* du 25 juillet 1870, il fit publier un projet de traité offrant à la France la Belgique et le Luxembourg, discuté en août 1866 et pris en note par l'ambassadeur français. Mais l'intoxication ne prit pas<sup>114</sup> et offrit seulement à Paris de répondre sur ce front de l'information, embauchant pour l'occasion un intime du *Prime Minister* britannique William E. Gladstone<sup>115</sup>. Ensuite, il menaça d'invasion la Belgique et le Luxembourg<sup>116</sup>, puis se contenta de demander le renvoi de l'agent français au Grand-Duché, qu'il n'obtint que le 2 février 1871<sup>117</sup>. Forte quant à sa

107. *Ibid.*, CP Bruxelles, 59 (Chapey, Laboulaye, Berger à Gramont, *passim*).

108. Archives générales du Royaume (désormais AGR), Bruxelles, 1 160, Guerre franco-allemande, 81, *passim* ; Cf. Christophe Bechet, « Les Percuteurs de Sedan. Violation de frontière et réactions belges pendant la guerre de 1870-1871 », *Journal of Belgian History*, XLVI, 2016, 2, p. 73-99, not. p. 91-94.

109. *Bulletin des lois de la délégation du gouvernement de la Défense nationale hors de Paris*, XII<sup>e</sup> s., 12/09/70-18/02/71, Versailles, Imprimerie nationale, 1871, p. 211 et 337.

110. AD, CP Belgique, 60 (Tachard à Gambetta, 12, 14 et 23/11/1870, Testelin à Tachard et Tachard à Chaudordy, 01, 08 et 14/12/1870).

111. François Roth, *La guerre de 70*, Paris, Fayard, 1990, p. 422-423 et 428.

112. Georges d'Heylli (éd.), *Le Moniteur Prussien de Versailles, 2, 14 décembre 1870-5 mars 1871*, Paris, Beauvais, 1872, p. 236, 297, 325, 334 et 353.

113. SHD/DAT, 1 K 732 (Waldersee à Jung, s.d. [12/1870]).

114. AAPA, I.A.A.a, 14 (Bernstorff à Bismarck, 19/07/1870) ; Archives du Service public fédéral des Affaires étrangères (désormais ASpFAE), Bruxelles, Papiers Beyens, 6/1 (Devaux à Beyens, 24/07/1870) ; Papiers Nothomb, microfilm 117, 245/21 (Nothomb à Juste, 28/08/1870) ; G. Vogt, *Neutres face à la guerre franco-allemande (1870-1871) ? Diplomatie et dynamiques d'opinions dans les États de Suisse, de Belgique et du Danemark*, Doctorat, Histoire contemporaine, Strasbourg, 2018, p. 133-148.

115. George Russell (éd.), *Malcolm MacColl. Memoirs and correspondence*, New York, Dutton, 1914, p. 21 ; D. M. Schreuder, « The Gladstone-max Müller debate on nationality and German unification. Examining a Victorian « controversy » », *Historical Studies*, 73, 1979, p. 570-573.

116. ASpFAE, Guerre de 1870-1871, questions spéciales, VII, microfilm P. 1648 (Bismarck à Balan, 02/02/1870, télégramme « non communiqué par M. de Balan » aux autorités belges).

117. *Ibid.*, Indépendance, neutralité, défense militaire, 1, juin 1835-décembre 1870 (Anethan à Nothomb, 08 et 16/10/1870) ; Archives nationales du Luxembourg, Luxembourg, H-0836 (Bismarck à Servais, 04/10/1870 et 03/12/1870, Servais à Bismarck, 15/10/1870 et 14/12/1870) et AE-00334 ; AD, *op. cit.* (Tachard à Chaudordy, 11 et 18/12/1870, Cussy à Favre, 14/12/1870 [*Ibid.*, Luxembourg-Eich, 1]).

portée diplomatique, cette mesure n'eut que peu d'effet du point de vue du renseignement, intervenant entre la capitulation de Paris et les préliminaires de paix...

Le renseignement prussien ne parvint pas plus à lancer la carrière de celui dont il voulait faire son agent d'influence, l'avocat républicain devenu ministre de l'Intérieur, Jules Gambetta. En septembre, Bismarck chercha bien à négocier la paix avec lui, plutôt qu'avec le ministre des Affaires étrangères en titre, un autre avocat, Jules Favre. Mais, au terme d'un périple l'ayant mené à Londres, Ostende et Bruxelles, Mendel n'arriva à Ferrières qu'après le ministre français<sup>118</sup>. Un mois plus tard, si le chancelier parvint à fomenter la tentative insurrectionnelle Flourens-Millièrre, en jouant sur leurs affinités garibaldiennes, suscitées par la comtesse della Torre, l'opération échoua aussi bien à remettre en scelle le ministre de l'Intérieur, qui s'était envolé pour Tour quinze jours avant l'agitation, qu'à faire tomber Paris<sup>119</sup>.

En novembre, Bismarck obtint toutefois une victoire finale autant qu'inattendue : dans le château d'un dignitaire impérial, des soldats tombèrent sur une documentation dévoilant le double-jeu pro-français de dirigeants autrichiens, bavarois et hessois. Exploitant ces informations en un temps record, Bismarck fit plier les représentants des souverains d'Allemagne du Sud. Il parvint également à placer un de ses agents à la tête des Affaires étrangères de Vienne, le Hongrois Andrassy, privant la France de tout soutien tacite de ce gouvernement. Il réussit auprès d'un ancien ennemi ce qu'il avait échoué à réaliser en Belgique et au Luxembourg<sup>120</sup>. Ensuite, le 18 janvier suivant, il ne lui resta plus qu'à faire proclamer, par tous les souverains allemands réunis, le roi de Prusse comme *Kaiser* du *Deutsches Kaiserreich*, dans la galerie des glaces du palais de Versailles.

Cette ultime opération de Bismarck montre aussi combien cette guerre civile européenne était moins un affrontement entre la France et la Prusse que le dernier acte des *Deutschen Einigungskriegen* (guerres d'unification allemande). Du point des *Intelligence Studies*, ce conflit témoigne d'une étrange modernité dans l'utilisation du renseignement (manipulation d'agents, opérations spéciales et d'information), même s'il démontre une fois de plus qu'il ne permet pas de gagner les guerres... Délaissant la bataille décisive de Napoléon I<sup>er</sup>, qui aurait pu être Sedan, cet épisode de la guerre civile européenne montre également l'importance nouvelle du *Schwerpunkt* (centre de gravité) clausewitzien. Dorénavant, il ne s'agit plus de battre un souverain, mais d'annihiler ses capacités de commandement, de contrôle et de communication. Des croyances s'installèrent durablement de part et d'autre, comme la crainte du franc-tireur dans l'armée allemande, avec les conséquences que l'on sait en Belgique, mais aussi cette espionniste qui empoisonna la III<sup>e</sup> République jusqu'en 1940. L'importance du télégraphe et du chemin de fer pour les deux protagonistes a été toutefois privilégiée par Moltke... Il est de ce fait le seul à dérouler son plan comme patiemment élaboré depuis 1867, même si le siège de Paris n'a pas été dans ses priorités, au contraire de l'Alsace et de la Moselle, considérées comme un espace

118. J. Hansen, *op. cit.*, p. 225 ; AAPA, I.A.A.a, 14 (Bernstorff à Bismarck, 12/09/1870, annotation de Busch « utilisé par la presse ») ; BAL, Nachlaß 2526 (Mendel à Bleichröder, 13/09/1870) ; RAV Paris, 70 (Bleichröder à Keudell et Keudell à Bleichröder, 10 et 11/11/1870, Bleichröder à Thile et Thile à Bismarck, 25/10, 07, 20 et 26/10, 08, 21/11/1871) ; BAL, Nachlaß 2526 (Mendel à Bleichröder, 29/09, 29/10/1870, 01, 02, 08, 09, 14, 20, 21, 25/01/1871, Bleichröder à Keudell, 23/01/1871) ; J. Hansen, *op. cit.*, p. 226 ; M. Busch, *op. cit.*, p. 309 (mention du 28/10/1870).

119. L. Auerbach, *op. cit.*, p. 274 ; BA-MA, RW 5/654, Gempp, fol. 21 ; AD, *op. cit.*, 60 (Tachard à Chaudordy, 04/11/1870).

120. Joseph Reinach, *Un chantage historique*, Paris, Pariset, 1909, p. 16-25.

tampon, protecteur de l'Allemagne en cas de revanche française<sup>121</sup>. Une revanche où le renseignement joua tout son rôle dans une guerre froide franco-allemande qui engendra une seconde guerre civile européenne, plus meurtrière...

ESD R3C, CNAM, PARIS/SIRICE, UMR 8138, UNIVERSITÉ PARIS I,  
SORBONNE UNIVERSITÉ

---

121. Gérald Arboit (dir.), *Renseignement et avant-guerre de 1914 en Grande Région*, Paris, CNRS Éditions, 2016.